

JOCELYN ALEXANDER ET JOANN MCGREGOR

LES ÉLECTIONS, LA TERRE ET L'ÉMERGENCE DE L'OPPOSITION DANS LE MATABELELAND

L'ÉCHEC ÉLECTORAL DE LA ZANU-PF DANS LE MATABELELAND RURAL ET URBAIN DOIT ÊTRE MIS EN RELATION AVEC L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE CETTE RÉGION. EN ANALYSANT TROIS DISTRICTS DU MATABELELAND NORTH, ON CONSTATE QUE LES OCCUPATIONS DE FERMES, DEPUIS MARS 2000, MAIS AUSSI LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE JUIN Y ONT ÉTÉ MOINS VIOLENTES QU'AILLEURS, QUE LES VÉTÉRANS LOCAUX N'ONT PAS REÇU L'APPUI MASSIF DE LA POPULATION, LAQUELLE A PERÇU LA VIOLENCE À TRAVERS LE PRISME DE LA RÉPRESSION DES ANNÉES 1980, QUE LE MDC LOCAL A PU CAPITALISER SUR L'HÉRITAGE DE LA ZAPU ET LE RESENTIMENT DE LA POPULATION DE LA RÉGION À L'ÉGARD DU RÉGIME.

Février 2000 a vu se multiplier les occupations de terres à un rythme sans précédent, à la suite du rejet du projet de nouvelle Constitution présenté par le président Robert Mugabe lors d'un référendum national, et de l'émergence d'un nouveau parti politique, le Movement for Democratic Change (MDC), à un moment où la popularité et la légitimité de la Zanu-PF étaient au plus bas. Cette dernière a présenté ces occupations comme un mouvement populaire, une « manifestation » traduisant la faim de terres des paysans et leur impatience à l'égard de la lenteur de la réforme agraire – dont étaient rendus responsables les fermiers blancs et le gouvernement britannique. Bien sûr, la Zanu-PF a eu raison de mettre en avant une aspiration à davantage de terres très répandue dans les zones communales (*Communal Areas*), l'occupation des fermes comme moyen d'appuyer cette revendication remontant à l'indépendance¹. Mais l'État a joué un rôle nouveau dans cette dernière série d'occupations et dans la violence qui l'a accompagnée.

1. Voir S. Moyo, *The Land Question in Zimbabwe*, Harare, Sapes Books, 1995 ; J. Alexander, « The state, agrarian policy and rural politics in Zimbabwe: case studies of insiza and chimanimani districts », PhD, Oxford, 1993 ; P. Yeros, « Peasant struggles for land and security in Zimbabwe: a global moral economy at the close of the twentieth century », ronéo., novembre 1999.

À mesure que le mouvement s'est étendu, il est devenu de plus en plus évident que les vétérans de la guerre de libération et la jeunesse de la Zanu-PF, qui constituaient le fer de lance de ces occupations, étaient dans bien des cas transportés, approvisionnés et financés par le parti au pouvoir, et que des militaires ou des membres de la Central Intelligence Organisation (CIO) figuraient parmi les squatters, auprès desquels ils assuraient des fonctions de coordination, de renseignement, de logistique et d'encadrement². L'alliance entre le parti et l'association nationale des vétérans (ZNLWVA) a joué un rôle majeur, et les comités de district de cette organisation, de l'aveu même de leurs responsables, ont reçu des instructions précisant quelles étaient les fermes à occuper. Le soutien apporté par les paysans des zones communales aux vétérans, voire leur participation au mouvement d'occupation, a considérablement varié à travers le pays et, dans certaines zones, des mouvements indépendants ont précédé ceux que la Zanu-PF encourageait³. De même, les attitudes et les stratégies adoptées par les ouvriers agricoles semblent avoir été très diverses. Bien qu'elles recouvrent des perspectives différentes et reposent sur des alliances instables, les occupations de fermes ont joué un rôle politique évident dans la période précédant les élections législatives de juin 2000 : il fallait briser le soutien au MDC dans les zones rurales et y renforcer la base électorale de la Zanu-PF. Presque toujours, ce sont des partisans de la Zanu-PF qui ont été à l'origine des violences ayant accompagné un certain nombre de ces occupations, et qui les ont dirigées contre les sympathisants du MDC⁴.

La rhétorique de la Zanu-PF lors des occupations a mis en avant une nouvelle définition de la nation, exclusiviste et intolérante, dans un retour au langage militant de la guerre de libération qui, pour une part, a précédé le mouvement d'invasion des fermes. Ainsi, lors du référendum constitutionnel de février 2000, Mugabe avait déjà cherché à discréditer l'opposition en l'accusant d'être « menée par les Blancs », les « étrangers » et les « ennemis de l'État ». Pendant la campagne électorale, il s'est exhibé en tenue vert olive ; rappelant son passé de leader de la guerre de libération, il a évoqué les « ennemis », les « vendus », les « traîtres » et la « guerre », et il s'est appuyé de plus en plus fortement sur les vétérans⁵. Les Noirs des classes moyennes instruites urbaines ont été accusés de se « comporter comme des Blancs », « d'oublier d'où ils venaient », et ont été stigmatisés comme « des gens sans totem⁶ ». À mesure que la campagne électorale s'est intensifiée, la violence, initialement limitée aux fermes commerciales, s'est étendue aux villes et aux zones communales. Ces différents aspects de la campagne du parti au pouvoir constituaient une réponse à la large alliance que le MDC avait su former, à partir du mouvement syndical et d'une vaste coalition d'ONG, en faveur d'une réforme constitutionnelle, la National Constitutional Assembly (NCA)⁷, reflet de la vaste

alliance nationale d'intérêts habituellement contradictoires sur laquelle elle était fondée. Le MDC fut le premier mouvement depuis l'indépendance – hormis la Zapu aux élections de 1980 et 1985 – à défier la Zanu-PF à l'échelle nationale, en franchissant le clivage entre les électeurs urbains et ruraux.

Si la stratégie de la Zanu-PF a presque totalement échoué dans les villes, ce parti est parvenu à se maintenir au pouvoir grâce à ses succès dans les zones rurales, à l'exception cependant du Matabeleland, où il a subi une défaite aussi massive qu'inattendue. Pour bien comprendre les résultats électoraux de cette région, il convient de prendre en compte son histoire agraire et politique⁸, laquelle met en évidence un double héritage de violence politique et de luttes foncières⁹.

2. Voir, par exemple, *New York Times*, 23 avril 2000 ; *Zimbabwe Independent*, 20 avril et 5 mai 2000 ; *Financial Gazette*, 11 mai 2000 ; *Zimbabwe Standard*, 21 avril 2000 ; ainsi que la communication personnelle de Sam Moyo, Harare, 20 juillet 2000.

3. Avant l'escalade de février 2000, il y a eu de nombreux types d'occupations, mais il semble qu'une nouvelle dynamique soit apparue au cours d'une série d'occupations en 1998. Sam Moyo a suggéré que la Zanu-PF a pu jouer un rôle lors des occupations de 1998, pour essayer d'exercer des pressions sur les bailleurs de fonds et sur la CFU, syndicat des grands exploitants blancs, lors de la Conférence des donateurs de 1998. Les vétérans ont parfois joué un rôle de premier plan dans ces occupations. Voir S. Moyo, « The political economy of land acquisition and redistribution in Zimbabwe, 1990-1999 », *Journal of Southern African Studies*, 26 (1), 2000, p. 11. On trouvera une discussion plus détaillée in P. Yeros, « Peasant struggles for land and security in Zimbabwe », art. cit.

4. Voir les statistiques compilées par le Amani Trust, citées dans International NGO Observer Report, « A Matabeleland Perspective » on the Zimbabwean Parliamentary Elections, 16 juillet 2000.

5. Voir *Financial Gazette*, 13 avril et 4 mai 2000 ; *Mail and Guardian*, 18 avril 2000 ; *Zimbabwe Standard*, 30 avril 2000 ; *New York Times*, 9 mai 2000.

6. Voir *Financial Gazette*, 4 mai 2000 ; B. Raftopoulos, « Constitutionalism and opposition in Zimbabwe », African Studies Seminar, Oxford, non publié, juin 2000.

7. Voir la contribution de B. Raftopoulos au dossier ; voir également S. Rich, « Zimbabwe – a post national shift : the national constitutional assembly and NGO coalitions », BZS Research Day, Oxford, 3 juin 2000 ; P. Alexander, « "If things don't work out, we try other means" : zimbabwean workers, the MDC and the 2000 election », à paraître dans la *Review of African Political Economy* ; R. Saunders, « Trade union struggles for autonomy and democracy in Zimbabwe », in J. Kraus (ed.), *Trade Unions, Economic Crisis and Democratisation in Africa*, à paraître.

8. Voir J. Alexander, J. McGregor et T. Ranger, *Violence and Memory : one Hundred Years in the "Dark Forests" of Matabeleland*, Oxford, James Currey, 2000. Le présent article s'appuie abondamment sur ce travail pour toutes les références à l'histoire de la région.

9. Ce travail s'appuie sur une série d'entretiens réalisés à Nkayi, Kezi, Lupane et Hwange, en juillet et août 2000, immédiatement après les élections, auprès de responsables locaux de l'Association de vétérans de la guerre de libération, de candidats et de responsables locaux de la Zanu-PF et du MDC, de fonctionnaires locaux de l'État et du Conseil de district, de chefs traditionnels, de fermiers blancs de la Commercial Farmers Union (CFU) et de simples paysan(ne)s. Dans la suite de ce texte et sauf exception, les entretiens individuels ne seront pas cités à chaque fois qu'ils sont exploités, bien que la plupart des citations y trouvent leur origine, pour ne pas alourdir inutilement l'appareil de notes. Une version plus complète de cet article sera publiée prochainement par *The Journal of Agrarian Studies* (UK), qui prépare un numéro spécial sur le Zimbabwe. Nous avons aussi utilisé la presse et différents documents produits par les ONG. Notre analyse s'appuie enfin sur une longue expérience de terrain dans les districts de Nkayi et de Lupane. J. McGregor poursuit actuellement une recherche dans le district de Hwange.

OCCUPATIONS DE FERMES, VIOLENCE ET CAMPAGNE

DE LA ZANU-PF DANS LE MATABELELAND NORTH

Depuis l'indépendance, la région du Matabeleland a entretenu une relation turbulente avec le pouvoir en raison du soutien qu'elle a accordé à son rival nationaliste, la Zapu. Bien que, à l'origine ce mouvement ait été véritablement national, avec la scission aboutissant à la création de la Zanu et au fur et à mesure que se déroulait la guerre de libération, sa base réelle s'est progressivement réduite au Matabeleland et aux Midlands, les deux régions où la Zapu a remporté ses succès électoraux les plus marquants lors des élections de 1980¹⁰. La Zanu-PF a d'abord réagi en incorporant dans un gouvernement de coalition les chefs de la Zapu, y compris son président Joshua Nkomo. Mais cette alliance fut de courte durée. Aux violents affrontements ayant opposé, au sein de l'armée nationale en cours de création, les anciennes forces de guérilla des deux mouvements, et à l'émergence dans le Matabeleland de « dissidents » armés, la Zanu-PF a répondu par une répression militaire brutale. En 1983-1984, la 5^e Brigade, de triste réputation, fut déployée dans le Matabeleland et dans les Midlands, où elle mena une campagne d'une violence inouïe, connue sous le nom de *gukurahundi*, contre les civils et les membres de la Zapu accusés de soutenir les « dissidents ».

Recourant au registre ethnique pour justifier une telle répression, la Zanu-PF a accusé la Zapu d'être un parti de traîtres ndebele¹¹. Toutefois, la violence la plus extrême n'a pu briser le soutien populaire à la Zapu, laquelle remporta largement les élections de 1985 dans ces deux provinces. La répression dans les districts pro-Zapu n'a pris réellement fin qu'avec l'Accord d'unité de 1987, lorsque les deux partis ont fusionné. Joshua Nkomo et plusieurs dirigeants de la Zapu furent nommés au gouvernement, et le calme est revenu presque immédiatement dans le Matabeleland. Au cours de la décennie suivante, et alors qu'une opposition politique a commencé à se manifester en ville – d'abord avec le Zimbabwe Unity Movement, puis avec une série d'autres partis –, les zones rurales du Matabeleland sont restées farouchement loyales à la Zanu-PF.

Cependant, à la fin des années 1990, cette loyauté a été ébranlée, pour des raisons sur lesquelles il est indispensable de s'arrêter si l'on veut comprendre comment les campagnes électorales récentes et les occupations foncières se sont développées et comment elles ont été reçues. Dès 1999, le mécontentement grandissait dans le Matabeleland, en écho à la fois à des problèmes d'ordre véritablement national – la situation économique, le chômage, l'inflation, la corruption – et à des problèmes spécifiques à la région. Ses habitants estimaient que l'Accord d'unité ne leur avait rien apporté, qu'il n'y avait eu aucun véritable effort de développement dans la région (y compris en termes de réforme

agraire), que la Zanu-PF ne s'était jamais excusée de la violence d'État des années 1980 et qu'elle n'en avait pas indemnisé les victimes. De nouveaux groupes de pression se sont organisés au Matabeleland, en particulier la Zapu 2000 (devenue par la suite un parti politique, sous le nom trompeur de « Zapu ») et Imbovane Yamahlabezulu, qui recrutait surtout parmi la jeunesse urbaine en rupture de ban.

Le poids de la Zanu-PF dans la région fut encore affaibli par la mort de Joshua Nkomo en juillet 1999 : en effet, le soutien populaire en faveur du parti au pouvoir y était vécu davantage comme une forme de loyauté à l'égard des anciens dirigeants de la Zapu ayant intégré la Zanu-PF, qu'à l'égard du parti en tant que tel. Dans la région, l'Accord d'unité était fréquemment présenté comme un « mariage » – et, dès lors, la Zanu-PF se retrouvait en « veuvage¹² ». Mesurant le risque qu'il courait de perdre la région, Mugabe fit quelques concessions au Matabeleland, mais d'une façon aussi tardive que peu convaincante : il présenta des excuses ambiguës pour la violence d'État de la période 1982-1987 et promit d'indemniser les victimes. Cette relation de plus en plus difficile entre la Zanu-PF et ses soutiens au Matabeleland a constitué le contexte des occupations de fermes.

Les occupations de fermes

La vague d'occupations conduite par les vétérans a démarré lentement dans le Matabeleland North. Elle ne s'est amplifiée qu'à partir de la fin mars 2000, d'abord avec le meeting, très médiatisé, tenu par Mugabe sur la ferme de Dromoland, dans le district de Bubi, à l'occasion duquel il lança la prétendue « deuxième phase » du programme de redistribution de la terre dans le Matabeleland, puis à l'occasion de visites dans la région du dirigeant national des vétérans, Chenjerai « Hitler » Hunzvi¹³. Quand les occupations ont pris leur essor, elles furent dans l'ensemble moins violentes qu'ailleurs dans le pays, à quelques notables exceptions près, et elles ont généralement impliqué

10. Voir J. Alexander, J. McGregor et T. Ranger, *Violence and Memory...*, op. cit.

11. Voir Catholic Commission for Justice and Peace and Legal Resources Foundation, *Breaking the Silence, Building True Peace : a Report on the Disturbances in Matabeleland and the Midlands, 1980 to 1988*, Harare, CCJP/LRF, 1997.

12. Sur les interprétations de l'Accord d'unité, voir J. Alexander et J. McGregor, « Democracy, development and political conflict : rural institutions in Matabeleland North after independence », in N. Bhebe et T. Ranger (eds), *Historical Perspectives on Democracy and Human Rights*, 3 vol., Harare/Oxford, University of Zimbabwe Press/James Currey, à paraître. Au sujet de l'impact de la mort de Nkomo sur la Zanu-PF dans le Matabeleland, voir *Zimbabwe Mirror*, 20 avril 2000.

13. Voir *Chronicle*, 1^{er} avril 2000.

une fraction moindre des communautés paysannes des zones communales. L'attitude des vétérans dans le Matabeleland est l'une des explications de la relative absence de violence observée pendant les occupations, mais aussi du manque d'enthousiasme qu'elles ont suscité. Attitude qui n'était pas sans lien avec certaines tensions à l'échelle nationale. Après tout, les vétérans avaient critiqué ouvertement la façon dont la Zanu-PF avait géré l'héritage de la guerre de libération durant la décennie précédente.

La Zimbabwe National Liberation War Veterans' Association (ZNLWVA) fut constituée en 1989 afin d'obtenir une indemnisation financière et des pensions pour les anciens guérilleros¹⁴. Les retentissantes diatribes publiques des vétérans à l'encontre de Mugabe, à la fin des années 1990, furent le point d'orgue des divergences entre ces derniers et le parti au pouvoir. En retour, Mugabe a satisfait leurs revendications financières, étouffant d'un seul coup leurs critiques et les transformant en une puissante base politique nouvelle pour la Zanu-PF. Les vétérans étaient importants non seulement parce qu'ils disposaient d'une organisation efficace à l'échelle nationale, jusque dans les districts, mais aussi du fait de leur poids symbolique, lié à la légitimité politique que leur conférait la guerre de libération, sur laquelle Mugabe insistait de plus en plus. Néanmoins, tous les anciens de la guérilla n'étaient pas satisfaits de la nouvelle relation établie avec le parti au pouvoir, et en particulier du rôle qu'on leur faisait jouer dans les occupations de fermes. En mai dernier, certains d'entre eux créèrent la *Liberators' Platform for Peace and Development* et dénoncèrent avec virulence l'exploitation des vétérans par un parti en perte de vitesse et impopulaire. Comme l'expliquait un de leurs porte-parole :

« Les véritables vétérans de guerre ne sont pas impliqués dans ces occupations. Ceux qui y prennent part sont surtout des délinquants politiques et une petite minorité très bruyante de vétérans qui est manipulée par les politiciens¹⁵. »

Une autre association, portant le nom étrange de *Zimbabwe National Liberation War Collaborators' Association* et représentant ceux qui, alors enfants, avaient aidé les guérilleros pendant la guerre, se montra tout aussi critique¹⁶. À travers tout le pays, il se trouva des vétérans pour soutenir le MDC ou d'autres partis d'opposition, et pour condamner avec eux les occupations de terres – la nouvelle « *Zapu* » et le MDC étaient opposés aux occupations mais pas à la réforme agraire¹⁷. Dans tous les cas, la dimension de classe du soutien aux occupations de fermes était patente : les vétérans bénéficiant d'emplois stables et bien rémunérés avaient tendance à critiquer les occupations, alors que les chômeurs ou ceux qui végétaient dans les zones communales étaient plus enclins à les soutenir.

Dans le Matabeleland, il y avait des obstacles supplémentaires à l'alliance entre les vétérans et la Zanu-PF, obstacles en grande partie liés au souvenir du conflit des années 1980, lequel plongeait lui-même ses racines dans des tensions plus anciennes entre les deux partis nationalistes et entre leurs deux branches armées pendant la guerre de libération. Les vétérans de la Zapu (dont un certain nombre d'anciens « dissidents ») y avaient été pourchassés par les forces de sécurité entre 1982 et 1987 : un grand nombre d'entre eux avaient été torturés ou tués, ou avaient perdu des membres de leur famille ou des amis tombés aux mains de la 5^e Brigade ou de la CIO. Bien que la ZNLWVA regroupât des anciens guérilleros des deux bords et que beaucoup d'anciens vétérans de la région fussent reconnaissants à Chenjerai Hunzvi d'avoir obtenu des indemnités conséquentes, un certain nombre d'entre eux s'estimaient victimes d'une discrimination persistante en raison de leur ancienne affiliation politique¹⁸. Les anciens griefs demeuraient, dont les moindres n'étaient pas ceux concernant la terre : la *Dispatch* rapporta ainsi les critiques acerbes de Patson Mabuza, un ancien commandant de bataillon de la guérilla Zapu, à l'encontre du gouvernement, pour n'avoir pas rendu les fermes et les autres biens détenus par la Nitram, une société appartenant à la branche armée de la Zapu et dont la Zanu-PF s'était saisie au début du conflit des années 1980. Patson Mabuza menaçait d'envahir d'abord les fermes ayant appartenu à son organisation¹⁹.

Lorsque les occupations de terre débutèrent, quelques anciens responsables militaires Zapu se dissocièrent publiquement du mouvement. Un ancien commandant nous confia :

« Quand les vétérans sont venus me demander de diriger l'occupation des fermes commerciales, je leur ai dit, "désolé, mais je ne possède pas de ferme moi-même – donc je ne suis pas en mesure de vous mener sur la propriété de quelqu'un d'autre". Nous ne pouvons pas sortir de la légalité. »

14. Sur le contexte politique de cette création, voir N. Kriger, « The politics of creating national heroes : the search for political legitimacy and national identity », in N. Bhebe et T. Ranger (eds), *Soldiers in Zimbabwe's Liberation War*, Londres, James Currey, 1995 ; voir également la contribution de N. Kriger au dossier.

15. Voir *Financial Gazette*, 25 mai 2000. La Liberator's Platform était menée par une faction de combattants issus de la Déclaration de Mgagao de 1976. Certains d'entre eux avaient été membres de la force de guérilla de la Zapu.

16. Voir *Zimbabwe Mirror*, 14 avril 2000.

17. Sur le MDC et les occupations, voir *Dispatch*, 10 et 16 mars 2000.

18. Certains se plaignaient, par exemple, que leurs indemnités aient été versées avec des retards injustifiés, ou que les anciens guérilleros de la Zanu étaient mieux traités. Voir *Dispatch*, 17 et 23 mars 1998.

19. Ils eurent partiellement gain de cause : une partie de ces biens fut restituée ultérieurement et, quand les fermes avaient été vendues ou louées à d'autres, le gouvernement s'engagea à leur substituer des propriétés analogues. Voir *Chronicle*, 17 avril 2000.

D'autres hauts gradés se déclarèrent favorables aux occupations, tout en se prononçant fermement et publiquement contre l'usage de la violence, et prirent leurs distances vis-à-vis des menaces de « reprendre le maquis » lancées par la direction nationale des vétérans en cas de résistance au mouvement d'occupation, comme le rapporta la presse :

« Les responsables locaux [de l'association des vétérans] à Bulawayo n'étaient pas disposés à faire la guerre pour maintenir un parti quelconque au pouvoir [...] "Nous avons libéré ce pays pour tout un chacun et il n'y a pas d'autre guerre à mener, hormis le combat sur le front de l'économie" [...] Le même responsable déclara qu'il pensait que 95 % au moins des vétérans n'approuvaient pas les déclarations [du leader vétéran] Mhlanga selon lesquelles [ils reprendraient la guerre]²⁰. »

Certains vétérans, favorables au principe des occupations, s'y opposaient dans la mesure où elles servaient avant tout une stratégie électorale partisane. D'autres critiquaient l'effet des occupations sur le développement économique, les investissements étrangers et l'image internationale du Zimbabwe²¹. Certes, il y eut des incidents violents, ainsi que beaucoup d'occupations de fermes, mais le comportement d'un grand nombre d'occupants laissait penser que « les vétérans [du Matabeleland] n'étaient pas aussi résolus à la violence que ceux du Mashonaland ». L'hostilité de certains anciens chefs militaires Zapu à l'égard de cette dernière fut confortée par celle d'un nombre significatif de responsables locaux de la Zanu-PF dans la région, qui dénonçaient publiquement la violence lors de rassemblements politiques et dans d'autres circonstances. Dans les zones rurales, au moins, leur attitude reposait sur la croyance en une victoire électorale facile de la Zanu-PF.

Quand des violences se sont effectivement produites, elles furent le fait de vétérans amenés par camion depuis d'autres régions du pays. Ainsi, le meurtre du fermier blanc Martin Olds à Nyamandlovu se produisit au cours d'un échange de coups de feu avec 120 « vétérans » armés (il n'est pas certain qu'ils fussent tous d'authentiques vétérans) extérieurs à la région²². C'est peut-être dans ce district, où l'agriculture commerciale est prédominante, que la violence a été la plus extrême. De sérieux incidents éclatèrent également dans le district de Plumtree, où les vétérans locaux semblent avoir été les principaux initiateurs de la violence²³. Pour bien comprendre ces différents incidents, il convient d'examiner le zèle manifesté par ces groupes de vétérans, ainsi que leurs relations avec la Zanu-PF au sein comme en dehors des districts concernés. Certains des épisodes les plus extrêmes de l'occupation sont allés de pair avec l'arrivée de groupes importants de vétérans extérieurs à la région. Ainsi, non loin de la zone communale de Nkayi, le 29 mars, Chenjerai Hunzvi « fondit » sur le ranch de

Gourlay avec un groupe de 70 vétérans et une équipe télé de la Zimbabwe Broadcasting Corporation (ZBC), à l'appel de vétérans locaux qui avaient été sévèrement battus par des ouvriers agricoles lorsqu'ils avaient envahi cette ferme une première fois. Les fusils du fermier furent confisqués, les ouvriers furent battus à leur tour et des biens leur appartenant furent dérobés²⁴.

Cependant, de tels incidents ne sont guère représentatifs des occupations dans les districts que nous avons étudiés. Dans l'ensemble du Matabeleland, il y eut peu d'affrontements du genre de ceux si souvent rapportés dans les autres régions entre les ouvriers agricoles et les vétérans. De plus, dans la plupart des cas, les paysans des zones communales n'ont pas participé aux occupations, ce qui peut s'expliquer de plusieurs façons. Outre l'attitude déjà mentionnée des vétérans et des candidats de la Zanu-PF, l'ONG Amani Trust a souligné que les fermes commerciales du Matabeleland sont pour l'essentiel des fermes d'élevage – de bovins ou de gibier – et qu'elles n'ont pas une main-d'œuvre aussi importante (et donc une base pour le MDC) que les fermes mieux arrosées pratiquant l'agriculture intensive des autres provinces²⁵. L'héritage des politiques foncières a également joué un rôle important, puisque les revendications se sont focalisées sur l'adjonction de pâturages supplémentaires aux zones communales existantes plutôt que sur la réinstallation de foyers sur des terres agricoles nouvelles²⁶.

Au Matabeleland North, la plus grande partie des terres ne présente guère d'intérêt pour l'agriculture familiale, en particulier dans les districts de Hwange et de Lupane. Un grand nombre de fermes commerciales se consacrent maintenant à l'élevage de gibier et sont situées à l'intérieur de réserves de faune privées : celles-ci sont gérées conjointement par plusieurs fermiers, sans clôtures sur les limites de propriété, ce qui pose une série de problèmes en cas d'introduction de bétail, de développement de cultures et d'installation humaine²⁷.

20. Voir *Chronicle*, 17 mars 2000 ; *Mail and Guardian*, 20 avril 2000 ; *New York Times*, 6 mars 2000.

21. Voir les commentaires de S. Ncube dans *Dispatch*, 10 et 16 mars 2000.

22. Voir International NGO Observer Report, « *A Matabeleland Perspective* »..., *op. cit.*, appendice A, p. 30, et le *Zimbabwe Independent* du 20 avril 2000.

23. *Ibid.*, pp. 12-13.

24. Voir *Chronicle*, 31 mars et 16 avril 2000. International NGO Observer Report, « *A Matabeleland Perspective* »..., *op. cit.*, appendice A, p. 29. Selon les vétérans locaux, le fermier concerné était derrière l'attaque des ouvriers agricoles contre les vétérans.

25. International NGO Observer Report, « *A Matabeleland Perspective* »..., *op. cit.*, pp. 12-14.

26. Sur l'histoire foncière de la région, voir J. Alexander, « The unsettled land : the politics of land redistribution in Matabeleland », *Journal of Southern African Studies*, 17 (4), 1991.

27. Cependant, cela n'a pas empêché l'occupation de réserves de faune par des vétérans et des paysans communaux, comme la Save Conservancy, dans d'autres parties du pays. Voir *Daily News*, 25 octobre 2000.

De plus, à la différence d'autres régions du pays (y compris du Matabeleland South), la plupart des paysans communaux de la province n'ont pas de revendications historiques sur les fermes adjacentes, ayant été déplacés sur des centaines de kilomètres depuis leur terre d'origine par le pouvoir colonial²⁸. Dans le vaste et aride district de Hwange, les terres de l'État – en particulier celles qui sont situées à l'intérieur du parc national – étaient souvent considérées comme plus intéressantes que les fermes commerciales, parce qu'elles englobaient le site de l'ancienne capitale des Nambya, et que les gens qui avaient été chassés lors de la création du parc ont conservé la mémoire de terres fertiles et favorables à l'élevage²⁹.

Il paraît cependant difficile de se faire une idée générale sur les occupations de fermes dans cette partie du pays, en raison notamment du caractère contradictoire des différents récits qu'en donnent les vétérans, les paysans communaux et les fermiers blancs. Ainsi, le cas du ranch de Gourlay fait véritablement figure d'exception : non seulement il a donné lieu à des affrontements entre ouvriers agricoles et vétérans, mais il s'est également traduit par l'installation d'un nombre important de paysans sur les terres de l'exploitation. Selon les vétérans, plus de 520 personnes se sont installées sur le ranch occupé. En outre, 250 personnes supplémentaires se sont établies sur une ferme adjacente, déjà attribuée dans le cadre de la réforme agraire, mais selon un processus dont les gens de Nkayi s'étaient sentis exclus³⁰. Cette situation particulière peut s'expliquer par la localisation de ces fermes sur des terres plus fertiles et plus arrosées que celles des zones communales voisines, par la mémoire conservée par les populations locales de leur expulsion, mais aussi par une série de tentatives remontant loin dans le temps pour les revendiquer au profit des gens de Nkayi, lesquels, depuis l'indépendance, n'ont jamais bénéficié de la réforme agraire.

Si les occupations des autres fermes de la région ont parfois reçu un soutien de la part des paysans communaux, elles n'ont pas conduit à des mouvements de population importants. Dans certains cas, le choix des fermes occupées s'expliquait par de vieilles querelles avec les paysans communaux à propos de droits de pâturage. Ce fut le cas d'au moins une ferme à Karna Block, à la frontière du district de Lupane : le fermier était accusé d'avoir dissuadé les paysans de faire paître du bétail sur sa propriété en y disposant des aliments empoisonnés. Quand les vétérans vinrent occuper la ferme, les paysans communaux détruisirent les clôtures, mais peu de bétail ou de personnes furent effectivement déplacés. Les vétérans « manifestant » sur les sites des réserves de faune de Gwaai Valley et Matetsi, dans les districts de Lupane et Hwange, ont certes reçu de la nourriture et de l'argent des habitants des zones communales, mais, là encore, les villageois ne se sont pas installés sur les terres occupées.

Là où les vétérans sont intervenus, ils n'ont généralement pas adopté le langage vindicatif de leurs responsables nationaux. Au cours des entretiens, ils ont plutôt mis en avant les négociations qu'ils ont eues avec les fermiers blancs préalablement à l'occupation des fermes. Souvent, leur discours évoquait un « partage de la terre » : ils cherchaient seulement à prendre une partie des fermes, pas à en chasser les fermiers. Ils ont mentionné des accords oraux passés avec ces derniers, par lesquels ils s'étaient assuré le contrôle de portions de fermes pour se livrer à la culture ou à l'élevage, ou bien encore des arrangements concernant une mise en commun de la gestion des zones de safari et un soutien des fermiers pour se lancer dans l'exploitation touristique de la faune. Ils justifiaient le choix des fermes à occuper par des considérations historiques, certains fermiers ayant la réputation d'avoir acquis leurs terres et de s'être enrichis de façon illégitime. Près de Gwaai, un fermier était soupçonné d'avoir étendu ses terres illégalement, en profitant des fermes abandonnées pendant la guerre de libération ; d'un autre, on disait qu'il était arrivé misérable, qu'il avait vécu comme un Africain, et qu'il avait constitué sa fortune en abattant des arbres et en tuant du gibier. Les gens parlaient avec colère des fermes données en « rémunération » pour services rendus à ceux qui avaient servi dans les troupes coloniales, puis aux anciens combattants anglais de la Deuxième Guerre mondiale. Parfois, c'était la taille démesurée des exploitations ou l'indivision entre propriétaires absentéistes qui étaient perçues comme illégitimes.

Mais des griefs plus actuels ont également pu jouer : dans un cas, les vétérans ont légitimé l'occupation par la nécessité de trouver des terres pour des gens menacés d'expropriation par le projet de barrage de Gwaai-Shangani ; dans d'autres, ils ont imaginé des réseaux d'irrigation nichés dans des vallées fertiles en plein milieu d'une réserve de faune. Les vétérans tendaient à minimiser les tensions et les conflits, évoquant une sorte de contrat moral entre les squatters et les fermiers : un groupe soulignait par exemple qu'il avait aidé le fermier contre les braconniers ; un autre racontait comment les fermiers les approvisionnaient en eau et en nourriture ; des vétérans racontaient que, quand un fermier avait commencé à tirer sur son gibier de prix et à cacher ses

28. Voir J. Alexander, J. McGregor et T. Ranger, *Violence and Memory...*, *op. cit.*, chap. 2, pour une description de ces expulsions et le souvenir qu'elles ont laissé dans les districts de Nkayi et Lupane. Des mouvements similaires ont affecté le district de Hwange.

29. Voir J. McGregor, « Ruins of the nambya past : memory, history and heritage on the zimbabwean periphery », non publié, 2000.

30. Voir *Chronicle*, 31 mars et 16 avril 2000, International NGO Observer Report, « A Matabeleland Perspective »..., *op. cit.*, appendice A, p. 29, ainsi que divers entretiens réalisés à Nkayi.

véhicules en brousse, ils lui avaient assuré que ses biens étaient en sécurité ; beaucoup disaient que les fermiers allaient leur apprendre à utiliser les équipements et à gérer des parcelles de leurs fermes.

Les fermiers nous ont présenté quant à eux une version fort différente de ces mêmes occupations, soulignant qu'ils n'avaient accepté qu'à contrecœur, parce qu'ils n'avaient guère le choix, l'installation des vétérans sur leurs fermes. Certains fermiers avaient bien fait quelques concessions, en particulier sur les pâturages. Mais aucun n'a reconnu avoir accepté de partager ses terres dans les termes imaginés par les vétérans ; et tous considéraient que les vétérans locaux n'avaient aucune légitimité juridique pour s'approprier les fermes – les fermiers pensaient que le processus de redistribution serait de toute façon contrôlé par les autorités centrales et arbitré par les tribunaux. Ils mentionnèrent la circulation de listes contradictoires de fermes identifiées pour l'expropriation et les succès remportés dans le passé par les fermiers qui avaient contesté les expropriations devant les tribunaux. Si la violence physique ne fut pas la norme dans la région, les fermiers ont mis en avant l'existence de menaces à leur encontre comme à celle de leurs employés et de leurs clients de safari. Fin avril, à la suite de la mort de Martin Olds et des rumeurs qui évoquaient l'arrivée dans la région de « renforts » de vétérans, la CFU ordonna à tous ses adhérents au Matabeleland d'évacuer leurs fermes³¹. Les fermiers ont raconté avoir été forcés de fournir de la nourriture aux vétérans, et ils ont insisté sur l'importance des dommages causés à leurs activités. Beaucoup de dirigeants des vétérans étaient bien connus de la communauté des fermiers blancs : l'un était un ancien ouvrier agricole à la réputation de fauteur de troubles ; d'autres étaient stigmatisés comme des fainéants et des ignorants incapables de gérer une entreprise. Quand les fermiers blancs parlaient d'un lien moral entre eux et les Noirs, ils faisaient référence au passé, jamais au présent ni au futur ; ils s'estimaient trahis par des voisins auxquels ils avaient souvent donné de la viande pour leurs fêtes, qu'ils avaient aidés à réparer leurs moulins à grains, à labourer leurs champs, auxquels ils avaient fourni des équipements divers, du ciment et de l'argent pour leurs écoles et leurs églises. Un discours qui fait écho à l'attitude adoptée par la direction nationale de la CFU lors des négociations avec le gouvernement, qui met l'accent sur ce que les fermiers blancs font et ont fait pour le pays et non sur une quelconque dette historique.

Dans le Matabeleland comme dans d'autres régions du pays, le processus de sélection et d'occupation des fermes s'est accompagné d'une importante insécurité et confusion. Les propriétés effectivement occupées ne figuraient pas nécessairement sur la liste de fermes qui circulait dans les comités provinciaux du parti et de la ZNLWVA. Qu'il existât plus d'une liste compliquait

encore la situation. Les comités provinciaux du parti et de la ZNLWVA tentèrent de planifier les occupations, mais, sous l'impact des négociations avec les fermiers blancs et de la volonté des populations d'occuper certaines fermes en particulier, la confusion l'emporta.

Comme le confiait le secrétaire des vétérans de la province du Matabeleland North, les occupations « ont tourné à la pagaille », dans la mesure où les vétérans et les paysans locaux avaient leurs propres idées sur les fermes concernées. Néanmoins, et en dépit de la perception dominante chez les fermiers blancs des environs, ces occupations ne présentent pas la même violence qu'ailleurs – un point dont s'enorgueillissent les responsables des vétérans –, et elles ont mobilisé fort peu de paysans communaux.

La violence dans les zones communales

Les occupations de fermes étaient loin d'être le seul souci des vétérans et de la Zanu-PF. Dans les zones communales de cette région, comme ailleurs, les bourgs et hameaux ruraux et les écoles devinrent des sites importants de la mobilisation politique et de la violence, puisque l'on y trouvait des concentrations de partisans du MDC clairement identifiables.

Nous traiterons ici d'affrontements entre partisans de la Zanu-PF et du MDC dans les zones communales de Nkayi, Lupane et Hwange, provoqués en général par la Zanu-PF, en étroite association avec les vétérans et la CIO, dans le cadre de la stratégie électorale du parti au pouvoir. La violence accompagnant les rassemblements politiques visait des militants MDC connus, les signes ostensibles de soutien au MDC et tous les groupes sociaux soupçonnés de sympathies envers le MDC. Des menaces furent réitérées lors des rassemblements Zanu-PF, certains de ses candidats allant jusqu'à dire que, si les gens votaient pour le MDC, la 5^e Brigade serait à nouveau déployée dans la région et que le *gukurahundi* allait reprendre³².

Mais s'il y avait bien des parallèles à faire à Nkayi, Lupane et Hwange avec la violence des années 1980, on notait aussi des différences importantes. La violence était bien marquée en 2000, en partie parce que la Zanu-PF était sûre de sa victoire dans les zones rurales, du fait notamment de la visibilité de ses candidats durant toute la campagne. Les structures du parti et celles de l'administration à l'échelon local se chevauchaient assez largement, et la

31. Voir *Zimbabwe Independent*, 20 avril 2000.

32. Des soldats ont été vus dans ces meetings, arborant des bérets rouges, signe distinctif de la 5^e Brigade lors des atrocités des années 1980. Voir *Financial Gazette*, 11 mai 2000 ; *Zimbabwe Independent*, 5 et 12 mai 2000 ; *Zimbabwe Standard*, 7 mai 2000 ; *Mail and Guardian*, 28 avril 2000 ; également International NGO Observer Report, « *A Matabeleland Perspective* »..., *op. cit.*

Zanu-PF contrôlait les collectivités locales (District Councils). La Zanu-PF pouvait organiser des rassemblements considérables, convoyant les gens par bus depuis des villages éloignés, avec force musique, tee-shirts, etc. Ses candidats avaient un accès facilité aux moyens de transport et aux fonds, et, dans certains endroits, pouvaient distribuer des céréales bon marché et d'autres biens. Puisqu'ils étaient souvent dirigés par des anciens, respectés, de la Zapu, cooptés dans la Zanu-PF à la suite de l'Accord d'unité, les comités locaux de ce parti pouvaient, de façon assez étonnante, en revendiquer l'héritage afin de représenter la province à l'échelle nationale. Ces cadres locaux, qui avaient préservé leurs positions dans les zones rurales durant la décennie 1990, ne voyaient pas pourquoi ils devraient essuyer une défaite face à des partis récemment créés et fondamentalement urbains dans leur recrutement, comme le MDC à peine éclos ou la nouvelle « Zapu ».

De même, s'il y eut moins de violence dans la province, c'est que la Zanu-PF ne déploya que rarement des forces extérieures (armée, forces spéciales de la police, etc.), mais aussi que les populations locales ont su garder une certaine modération. Les incidents violents restèrent relativement isolés et il n'y eut pas d'escalade, les gens étant enserrés dans des réseaux sociaux qui les liaient les uns aux autres et leur imposaient une certaine mesure. Les enfants s'opposaient à leurs parents ; dans les hameaux, des boutiques voisines servaient de base aux groupes de jeunesse des partis opposés ; des vétérans membres de comités de parents d'élèves s'opposaient aux enseignants ; des gens de camps différents buvaient ensemble, fréquentaient la même église, participaient aux mêmes comités de développement. Plusieurs dirigeants locaux de la Zanu-PF nous ont confié que leurs propres femmes et enfants soutenaient le MDC, et qu'il faudrait bien continuer à cohabiter après les élections. En outre, il y avait dans ces districts fort peu de *big men* désireux, et en mesure, d'utiliser la violence à leur profit.

La nature même des incidents violents de Lupane, Nkayi et Hwange atteste qu'en l'absence de personnes étrangères au district, la violence ne pouvait guère se prolonger. Certes, l'intimidation fut permanente pendant la campagne, forçant beaucoup de candidats et de partisans du MDC à se cacher ou à gagner Bulawayo, mais, en dehors de Nkayi, les incidents ne durèrent qu'une journée. De même, le sentiment de peur était général. À Nkayi, l'arrivée, le 29 mars, d'un groupe de vétérans et de leur chef national fut suivie d'une effroyable journée de violence. Après avoir envahi la *ferme* de Gourlay, Hunzvi et ses hommes (parmi lesquels se trouvaient aussi des membres de la CIO et des jeunes de la Zanu-PF) gagnèrent triomphalement le hameau, selon le récit d'un commerçant de Nkayi, dirigeant local du MDC :

« Hunzvi est arrivé avec les vétérans locaux et avec d'autres, venus de Mutoko et de Murehwa [dans le Mashonaland East (NDT)]. Les jeunes de la Zanu-PF et la CIO étaient là aussi. Ils venaient de la ferme, et ils ont défilé en criant en traversant le centre de Nkayi. Ensuite, ils se sont emparés du type auquel ce bar appartient – le numéro deux du comité du MDC – et il l'ont obligé à défiler sur six ou sept cents mètres, puis ils l'ont battu. Ils tiraient des coups de feu, ils tiraient en l'air en défilant. J'ai entendu le bruit et j'ai failli aller voir ce qui se passait. Ils sont passés à ma boutique et ils ont attrapé mon frère pour le battre, mais les gens d'ici leur ont dit que ce n'était pas celui-là qu'ils cherchaient. »

Ce fut le seul incident impliquant des étrangers, et apparemment le seul cas où des armes à feu furent utilisées. Il y eut cependant d'autres exemples de l'intimidation exercée par les vétérans et les partisans de la Zanu-PF, pour l'essentiel dans le centre commercial de Nkayi : début mai, le candidat MDC à la députation fut menacé de mort et le chef de la jeunesse du MDC fut battu ; par la suite, d'autres bastonnades eurent lieu, et des enseignants furent harcelés. Après l'échec du rassemblement tenu fin mai par le candidat Zanu-PF, des vétérans lancèrent des cocktails Molotov sur les maisons de deux militants du MDC. Vers la fin juin, à deux reprises, des partisans du MDC furent frappés par des vétérans³³.

Bien que ces violences aient forcé les responsables locaux du MDC à se cacher, elles n'ont rien de comparable à celles des années 1980 : elles n'ont eu qu'un caractère ponctuel, ont épargné la grande majorité des habitants du district et furent le fait d'une poignée de personnes elles-mêmes peu déterminées à recourir à la force. En fait, les dirigeants des vétérans du district ont condamné publiquement l'usage de la violence lors des meetings, et le candidat de la Zanu-PF n'a pas cherché à organiser une campagne systématiquement violente. Le nombre d'incidents survenus à Nkayi est peut-être lié à la concentration, dans une coopérative proche du centre commercial, d'anciens dissidents (anciens de la branche armée de la Zapu) qui semblent en avoir été les principaux instigateurs.

Dans les environs de Lupane, la violence n'a duré qu'une seule journée, pendant laquelle une trentaine de sympathisants Zanu-PF et de vétérans se rassemblèrent dans une école où ils frappèrent des gens avant de s'en aller en camion. En chemin, ils s'arrêtèrent à deux reprises pour s'en prendre à des militants du MDC avant de gagner le village. Comme nous l'a expliqué un militant du MDC, « ils recherchaient des gens du comité local [du parti] qui travaillent au bar, et aussi ceux qui sont employés dans les boutiques, mais ils n'ont pas réussi à nous battre car nous sommes très nombreux – ils étaient 33 et nous,

33. Entretiens ; également International NGO Observer Report, « *A Matabeleland Perspective* »..., *op. cit.*, appendice A.

nous avons tout le monde ! ». En désespoir de cause, ils se rendirent à Saint-Luke's, un endroit isolé où le MDC tenait une petite réunion. Ils frappèrent sans distinction partisans et dirigeants locaux du MDC avec des casse-tête, des fouets et des bâtons, brisèrent leurs bicyclettes, envoyant cinq personnes, dont le candidat MDC, à l'hôpital. Lors de cet incident, la Zanu-PF et les vétérans réussirent à surprendre le MDC, mais le parti parvint à se regrouper rapidement, comme nous allons le voir plus loin.

À Hwange, des incidents semblables opposèrent le MDC à l'organisation de jeunesse de la Zanu-PF et aux vétérans, aboutissant à l'enlèvement d'un ancien combattant pro-MDC. Mais la violence y resta limitée, et ce pour toute une série de raisons : dans la région de Hwange, par exemple dans la zone de Dete, le chef des vétérans de la Zanu-PF était un proche parent – et un « cadet » – d'un militant important du MDC ; les aînés, souvent fort critiques envers le comportement des anciens vétérans, firent pression sur lui pour qu'il se tienne sur la réserve. De façon plus décisive, les vétérans de Hwange et les jeunes de la Zanu-PF se sont rendu compte qu'ils étaient dépassés en nombre par la jeunesse du MDC, très organisée et très mobilisée. Les jeunes du MDC ont affirmé leur contrôle non seulement sur la ville mais aussi sur les hameaux et les zones rurales environnantes (voir ci-dessous).

Même si la violence resta circonscrite, la stratégie de la Zanu-PF consistant à menacer les candidats et les partisans du MDC et à cibler les groupes sociaux considérés comme suspects, en particulier les enseignants, a semé le désordre³⁴. Un grand nombre d'enseignants, des candidats du MDC et d'autres responsables quittèrent les zones rurales, et, assez rapidement, dans la plupart de ces zones, le MDC n'eut d'autre alternative que d'entrer dans la clandestinité. Il convient de souligner ici que cette décision de l'opposition renforça la certitude de la Zanu-PF de pouvoir l'emporter dans les zones rurales – bien qu'elle y ait perdu le soutien des jeunes – à partir de sa capacité apparemment intacte à susciter des marques publiques de soutien. Cela encouragea aussi ses dirigeants à se comporter de façon arrogante, en traitant avec condescendance leurs électeurs potentiels lors des importants rassemblements organisés à Nkayi pour la venue de « grosses pointures » de la Zanu-PF. Le vice-président Joseph Msika se moqua ainsi du candidat du parti, qualifié de « boiteux » (c'était un handicapé), et traita le chef local de « garçon ». Toute manifestation publique de désaccord fut réprimée brutalement : après un rassemblement tenu par Mugabe, un militant du MDC à Lupane fut arrêté et condamné à une amende pour s'être moqué des militantes de la Ligue des femmes Zanu-PF en les appelant « épouses de Mugabe³⁵ ».

La Zanu-PF ne semble pas avoir réalisé à quel point elle perdait du terrain. C'est d'ailleurs ce sentiment que la victoire était inéluctable qui explique pour une large part que le recours à la violence n'ait pas été plus généralisé.

Ainsi, un enseignant nous expliquait que la Zanu-PF souffrait du *babelas* – ou gueule de bois – de la violence des années 1980 : elle était convaincue que le souvenir de ces violences était suffisamment vif pour intimider les électeurs ruraux du Matabeleland. Ce parti devait bientôt prendre conscience de la gravité de son erreur.

**LA CAMPAGNE DU MDC : STRUCTURATION DU PARTI
ET MOBILISATION POLITIQUE**

Il était beaucoup plus facile pour le MDC de construire à partir de ses soutiens urbains que de gagner du terrain dans les zones communales. Dans les zones rurales, en effet, les possibilités de diffuser une image positive du nouveau parti étaient très limitées, la presse indépendante n'étant guère distribuée en dehors des villes principales. Là où les journaux indépendants étaient livrés en bus, les chauffeurs et les revendeurs locaux étaient harcelés, les journaux confisqués. La presse quotidienne et les programmes de radio diffusés en zone rurale étaient contrôlés par l'État et présentaient le MDC sous un jour systématiquement défavorable³⁴. La hiérarchie de la Zanu-PF et de la ZNLWVA répandait des rumeurs selon lesquelles le MDC était « à la solde » des fermiers blancs et des intérêts « rhodésiens » et britanniques, allait revenir sur les conquêtes de l'indépendance et n'avait aucune proposition sur la réforme agraire. Beaucoup de gens de la campagne pris dans ces réseaux trouvaient ces déclarations plausibles et semblent avoir été réellement convaincus.

Ce genre de rumeurs constituait un atout politique important, et la Zanu-PF fut un agent efficace de leur diffusion. En raison de ces obstacles, on a souvent expliqué la capacité du MDC à pénétrer malgré tout dans les zones rurales et à y convaincre qu'il constituait une force crédible pour le changement par la force des liens entre villes et campagnes. Dans un pays où le travail migrant est la norme, où les familles ont souvent deux habitations – une en ville et une en zone rurale –, ces liens ont certainement joué un rôle important dans la diffusion d'informations sur ce nouveau parti politique. Mais ils n'expliquent pas

34. Les enseignants furent partout visés, parfois avec une extrême violence. Voir *Financial Gazette*, 4 mai 2000 ; *Zimbabwe Independent*, 12 et 26 mai 2000 ; *Zimbabwe Standard*, 7 et 28 mai 2000 ; *Daily News*, 30 mai 2000.

35. Entretien ; également *Sunday News*, 30 juillet 2000. Cette plaisanterie est commune au Zimbabwe où les femmes de la Ligue sont mobilisées à chaque manifestation officielle ou partisane et se livrent à des marques publiques d'adoration de Mugabe, considérées comme humiliantes par les féministes locales [NDT].

36. Voir les rapports du Media Monitoring Project (Harare) sur le site <<http://www.icon.co.zw/mmpz>>.

tout. Le nationalisme rural des années 1950 et 1960 n'était pas la résultante automatique, naturelle des mobilisations et des revendications urbaines relayées vers les zones rurales par les travailleurs migrants ; il a fallu que des leaders locaux le construisent en l'articulant avec des préoccupations locales. Il en fut de même pour le MDC.

Les structures qui ont permis la mobilisation politique au bénéfice du MDC sont antérieures à la création même du parti neuf mois avant les élections. Le Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU) disposait d'un réseau dans les zones communales, centré sur l'administration du District Council et incorporant les autres travailleurs du lieu. Dans les zones rurales du Matabeleland North, les employés de ces collectivités locales déjà organisés dans les chefs-lieux formèrent le noyau des militants du MDC. Ils mobilisèrent d'autres jeunes établis dans ces bourgs, travailleurs occasionnels, ouvriers du BTP ou personnes employées par divers « projets » économiques ou sociaux. De fait, ils réussirent si bien dans cette tâche que le MDC est devenu hégémonique dans les bourgs et hameaux des districts concernés. Le MDC attira même des vétérans bénéficiant d'une certaine instruction et travaillant pour les collectivités locales, des enseignants des environs, des commerçants et des entrepreneurs locaux.

Mais les militants les plus actifs et les responsables du MDC furent souvent choisis parmi les « petits », précisément parce qu'ils n'attireraient pas trop l'attention. Le choix des candidats aux élections de juin attestait bien cette stratégie, mais traduisait aussi la réelle difficulté qu'il y avait à trouver des gens à la fois suffisamment courageux pour se présenter, et sans passé Zanu-PF. À Lupane, le candidat était un policier retraité de l'époque de la Rhodésie, sans passé politique. À Hwange West, le candidat était serveur dans un hôtel de luxe de Victoria Falls ; à Hwange East, il était gérant d'une station-service. À Nkayi, le candidat avait bien un passé d'activités politiques et syndicales, mais c'était presque un inconnu, ne vivant pas dans le district. À partir des bourgs ruraux, le MDC s'organisa pour contrôler la campagne environnante, désignant de jeunes hommes – qui partout constituèrent la véritable colonne vertébrale du MDC – pour aller porter dans leur village d'origine des informations sur le parti et sur ses buts.

Les ouvriers des chefs-lieux de district n'étaient pas les seuls impliqués dans les structures qui allaient par la suite servir de relais MDC pour pénétrer les zones rurales les plus reculées. Les réseaux des Églises et des ONG ont également joué un rôle important, en particulier ceux qui s'étaient constitués à l'occasion de la campagne d'éducation politique et de consultation populaire lancée par la NCA dans les mois précédant le référendum constitutionnel. Dans certains endroits, les enseignants des écoles de brousse ont joué un rôle déterminant, et plusieurs d'entre eux devinrent responsables locaux du parti.

Bien sûr, tous les enseignants n'étaient pas impliqués de la même manière, et, dans bien des cas, les élèves se montraient plus radicaux que les maîtres ; un directeur d'école nous a ainsi raconté que ses élèves avaient déchiré des ouvrages de propagande de la Zanu-PF distribués lors d'une journée d'activités sportives à l'école. Les élèves furent dans bien des cas le principal canal de diffusion d'informations concernant les rassemblements du MDC. À Lupane, le MDC était dominé par les ouvriers du District Council, les jeunes et les chômeurs ; à Hwange aussi, les ouvriers l'emportaient. Mais à Nkayi, cependant, la prépondérance initiale des ouvriers s'atténua au profit des enseignants et des entrepreneurs locaux, quand ceux-ci rallièrent le mouvement.

Comme ailleurs dans le pays, la campagne du MDC s'est construite sur l'irritation généralisée causée par l'état désastreux de l'économie, la corruption et l'arrogance de la Zanu-PF. Dans ces districts où règne un fort sentiment de marginalisation économique, l'accent mis sur le manque de développement et d'emplois pour les jeunes fut très bien reçu. Toutefois, d'autres interprétations sont possibles ; en particulier, celle selon laquelle le MDC a réussi à inscrire ses slogans et ses symboles nationaux dans les mémoires et le contexte locaux. Le slogan « Le moment de changer » et le symbole de la main ouverte, proposés par un vieux paysan de la province de Masvingo³⁷, ont en effet eu un impact profond, notamment chez les jeunes, de l'aveu même des adversaires du MDC. La main ouverte avait une signification particulière dans le Matabeleland, signification apparemment inconnue des responsables nationaux du MDC. Les gens l'associaient aux rassemblements de la Zapu de Joshua Nkomo, avant comme après l'indépendance ; ils se rappelaient y avoir levé leur main ouverte en scandant « Zee – Zapu, Zee – Zimbabwe ». Il semble aussi que des personnes âgées de la région se soient rendues aux urnes en juin en demandant à « mettre une croix là où il y a le symbole de la main, celui de Joshua Nkomo³⁸ ». Les responsables de la campagne du MDC dans la région ont fait explicitement le lien entre ce symbole, la tradition nationaliste de la Zapu et la personnalité de son chef. Ils commençaient les meetings du MDC en évoquant le souvenir de Nkomo, dont il faisait l'éloge en tant que père du nationalisme zimbabwéen, présentant le MDC comme l'héritier de cette tradition nationaliste. La période pendant laquelle la Zapu s'était fondue dans la Zanu-PF était ainsi occultée au profit d'une reconstruction de la mémoire collective, en vertu de laquelle

37. Communication personnelle de David Coltart, Bulawayo, juillet 2000. Selon B. Raftopoulos, un syndicaliste de Bikita, Ernest Mudavanhu, a eu l'idée du slogan et du symbole de la main ouverte, tous deux déjà utilisés lors de mobilisations syndicales.

38. Comme le confirme un rapport interne de la Zanu-PF analysant la défaite électorale, « Zimbabwe's elections – Yr. 2000. *Post mortem* roundup », Nkayi, juillet 2000. Certains entretiens y ont fait écho.

le Matabeleland n'avait jamais cessé d'être Zapu, l'Accord d'unité ne comptait pas et le MDC offrait une chance de faire renaître l'esprit de la Zapu. Comme un président de comité de district du MDC nous l'a expliqué :

« Nous ouvrons nos réunions en vantant Nkomo, en faisant le lien avec la Zapu. Nous utilisons la Zapu. Le symbole et le slogan nous y aidaient. Les gens haïssaient l'Accord d'unité, ils n'en ont rien retiré de positif. L'unité a mis fin aux massacres, mais ce fut tout. Maintenant ce mariage est rompu. »

Ce lien entre la campagne électorale et les griefs locaux a revêtu d'autres formes. Un candidat du MDC ouvrait ses réunions par une minute de silence à la mémoire des victimes de la répression des années 1980. Certains réussirent à mobiliser les anciens de la branche armée de la Zapu en leur rappelant le temps où ils étaient « pourchassés » par cette même Zanu-PF que leurs collègues vétérans soutenaient maintenant. Dans certaines zones rurales proches de Hwange, là où la tristement célèbre 5^e Brigade n'avait pas été déployée, les militants locaux et les candidats n'en ont pas moins dénoncé avec succès l'association de la Zanu-PF à la violence, ouvrant certaines réunions du MDC par une minute de silence en l'honneur des militants du MDC tués lors des semaines précédant les élections, avec la question rhétorique suivante : « Comment pouvez-vous soutenir ceux qui ont envoyé les meurtriers ? »

De fait, la violence de la Zanu-PF et des vétérans a paradoxalement servi le MDC, lui permettant, selon certains informateurs, de faire une percée décisive dans les zones rurales où elle était absente auparavant. Le comité MDC de Lupane nous a ainsi décrit l'effet des bastonnades de Saint-Luke's :

« Les gens étaient si fâchés par cette action ; cela les a vraiment mis très en colère. C'est à partir de là que tout a changé ; ça nous a aidés à recruter. »

La menace proférée en plusieurs endroits d'un redéploiement de la 5^e Brigade a certainement suscité de la peur, mais également une grande indignation et un réel sentiment d'écoeurement. Elle n'eut donc pas l'effet escompté : au contraire, les gens se remémorèrent comment ils avaient résisté à la violence dans le passé, et comment la violence les avait renforcés dans leur détermination à voter contre la Zanu-PF en 1985 – la dernière fois qu'une opposition crédible s'était manifestée sous la forme de la Zapu. Ils connaissaient la violence de la Zanu-PF et savaient comment lui résister à nouveau. Cette histoire particulière met le Matabeleland à part des autres régions du pays, où l'utilisation de la violence par le parti au pouvoir pendant la campagne électorale a constitué une expérience nouvelle et traumatisante pour des gens qui y étaient peu préparés.

La stratégie de mobilisation des communautés rurales par le MDC a tiré parti d'un héritage de luttes politiques antérieures, notamment de la longue expérience de la région en matière d'organisation clandestine, en contournant de façon délibérée les structures de pouvoir existantes, comme les comités de *ward* (canton) et les comités de village, dominés par la Zanu-PF. Dans bien des cas, les conseillers de district n'avaient aucune idée de la profondeur du travail de mobilisation du MDC. Ailleurs, certains responsables de village et, dans une moindre mesure, de *ward* ont même encouragé secrètement la campagne du MDC. Dans les trois districts, il y eut des chefs ou des dirigeants locaux de la Zanu-PF pour soutenir clandestinement le MDC, lequel s'est avéré un habile dissimulateur. Après les violences mentionnées plus haut, le MDC demanda à ses partisans de ne plus prendre de risques, de se comporter comme s'ils soutenaient la Zanu-PF :

« Nous leur avons dit de crier les slogans du parti au pouvoir en levant le poing, afin de se protéger, afin que personne ne soit tué. »

Cette attitude fut présentée comme compatible avec un soutien au MDC. Comme le dit un militant de ce parti, « après tout, le poing fermé contient aussi une main ouverte ». Dès lors que les candidats et les militants les plus actifs du MDC étaient menacés et devaient quitter les zones rurales, il devenait plus difficile pour ce parti de maintenir une présence visible sur le terrain. Dans ce contexte, le recours aux brochures et affiches électorales fut particulièrement important. Des équipes du MDC basées en ville soutenaient les militants ruraux : Nkayi reçut des visites nocturnes de groupes de Kwekwe ; les zones rurales de Lupane et Hwange (comme d'autres parties du Matabeleland North telle la zone communale de Tsholotsho) étaient approvisionnées depuis la ville de Hwange. Le plus souvent, ce matériel de campagne était déposé de nuit au bord des routes, aux portes des écoles et dans les centres commerciaux ruraux ; il pouvait ainsi être récupéré et distribué sans que le MDC ait besoin de tenir des réunions publiques. Cette stratégie fut jugée très efficace tant par les cadres du MDC que par leurs adversaires.

Pour le Matabeleland rural, le lien avec le MDC de Hwange a été particulièrement important. À Lupane, les militants du MDC jugent ce rôle « central ». Dans la province du Matabeleland North, les comités du MDC étaient basés à Hwange, petite ville érigée autour de la plus grosse mine de charbon du pays ; ils étaient responsables des liaisons avec les comités de district. Au niveau de la province, le MDC est contrôlé par des gens très imprégnés de culture syndicale. Le parti était donc exceptionnellement fort dans cette ville et, à la différence d'autres zones du pays, il a pu agir au grand jour pendant toute la

campagne électorale, ses militants portant ouvertement des tee-shirts MDC, organisant des rassemblements publics, etc.

Un ancien officier de police, membre du conseil municipal, a joué un rôle essentiel pour la pénétration du parti en zone rurale. Il mit en place un mécanisme de soutien des structures rurales du MDC particulièrement efficace, organisé quasi militairement, visant à manifester la force numérique du MDC tout en limitant les risques d'affrontements entre le MDC et la Zanu-PF. Il était également chargé de visiter tous les points chauds de la région. L'histoire personnelle de cet homme, ses motivations et ses perspectives en disent long. Originaire de la même zone communale que Mugabe (Zvimba), ses fonctions, après l'indépendance, au sein des services de renseignement de la police zimbabwéenne, lui ont donné une expérience directe de la violence d'État. Il fut membre d'une unité commandée par le lieutenant-colonel Dyke, dont la mission était de combattre les dissidents dans le Matabeleland, et il fut le témoin oculaire de la violence d'État au sinistre camp de détention de Bhalagwe. Il est sorti de ces expériences avec la conviction que la Zanu-PF était intrinsèquement violente, mais aussi avec une connaissance directe de ses tactiques et méthodes, ainsi qu'un accès privilégié à un réseau de personnalités marginalisées au sein de l'appareil coercitif d'État. Il était convaincu qu'il fallait lutter contre la Zanu-PF avec un discours militant et menaçant, puisque c'était le seul langage que ce parti comprenait. Ainsi, à Hwange, le MDC n'a pas hésité à menacer les responsables de la Zanu-PF : si ses militants brûlaient les maisons et les véhicules des sympathisants du MDC, ceux-ci, à leur tour, brûleraient les maisons de ceux de la Zanu-PF. Si la Zanu-PF battait des militants MDC, alors le MDC répliquerait de la même façon. En utilisant des informateurs au sein de la Zanu-PF et de la CIO, l'équipe MDC de Hwange fut en mesure d'apprendre quand et où la Zanu-PF préparait des incursions en zone rurale. Cela permit souvent d'envoyer des camions pleins de jeunes MDC, en nombre égal, voire supérieur, à ceux de la Zanu-PF.

Cette tactique dépendait également du soutien des grands fermiers blancs et des opérateurs touristiques de Hwange, Gwaai Valley et Victoria Falls, sous forme de prêts de véhicules et de dons en carburant. Juste après une attaque violente, l'échelon provincial du MDC déléguait des équipes faire une démonstration de force et soutenir moralement ses militants locaux. Ainsi, après l'incident de Lupane, le MDC de Hwange envoya au centre commercial un plein camion de jeunes, faisant ainsi la preuve de sa supériorité sur les vétérans et les jeunes de la Zanu-PF. Cela se produisit également dans la zone communale de Hwange, où le MDC disait contrôler la jeunesse alors que la Zanu-PF n'était censée compter que sur une poignée de vétérans vieillissants. À Hwange, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres parties du pays, y compris dans

le reste du Matabeleland, la Zanu-PF n'était même pas en mesure de forcer le MDC à se cacher. En avril dernier, le MDC de Hwange fit la démonstration de sa force. Alors que la violence et les menaces des partisans de la Zanu-PF s'intensifiaient, il décida de « frapper en retour ». Les responsables provinciaux redoutaient qu'un passage à la clandestinité n'induisse les gens à penser que le parti était insignifiant et que ses cadres avaient peur de la Zanu-PF. Ils prenaient très au sérieux les menaces de violence de cette dernière : un des principaux responsables du MDC avait recruté cinq gardes du corps pour protéger sa famille. Après un certain nombre d'accrochages attestant que le MDC pouvait effectivement riposter, la police arrangea des négociations entre les sections locales du MDC et de la Zanu-PF, et il fut décidé d'un commun accord d'éviter désormais tout recours à la violence.

La capacité du MDC de Hwange à maintenir ce type de présence au grand jour, même si le parti conseillait par ailleurs la prudence à ses partisans, a sans aucun doute joué un rôle important en donnant confiance aux membres et aux électeurs ruraux du MDC dans tout le Matabeleland North. Les meetings tenus dans le district par des dirigeants nationaux du MDC basés à Bulawayo, les derniers jours de la campagne électorale, eurent également un impact significatif. Même si la participation y était plus réduite qu'aux rassemblements de la Zanu-PF, ces meetings n'en ont pas moins délimité un espace pour le MDC sur la scène publique, dans une campagne où la mobilisation a pris surtout une forme cachée et souterraine.

L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DU SCRUTIN

DANS LE MATABELELAND

Si la Zanu-PF a remporté de justesse les élections de juin à l'échelle du pays, elle a perdu les principales villes et l'essentiel du Matabeleland, mais aussi des portions importantes des Midlands et du Manicaland. La presse a commencé à qualifier la Zanu-PF de « parti de paysans shona » – bien qu'un grand nombre de « paysans shona » aient paru réticents à la soutenir. Dans certaines circonscriptions, la marge de la victoire du MDC a été considérable. De parfaits inconnus se sont fait élire avec plus de 80 % des voix. Dans l'ensemble du Matabeleland (Bulawayo compris), la Zanu-PF n'a remporté que deux des 25 sièges. Dans le Matabeleland North, le MDC a remporté les 7 sièges, avec des pourcentages variant de 58,7 % des voix à Bubi Umguza, à 85,9 % à Binga. Dans les quatre circonscriptions que nous avons étudiées en détail, le MDC a remporté respectivement 84 % des suffrages (Hwange-Ouest), 77,9 % (Hwange-Est), 77,2 % (Lupane) et 64,7 % (Nkayi). Dans toutes ces circonscriptions, les résultats furent accueillis avec incrédulité par les responsables de la Zanu-PF.

Un vétéran et responsable de district du parti au pouvoir se rappelle le choc qu'il reçut alors :

« Après avoir voté, je suis allé au bar où j'ai fait un signe de la main à mes amis et aux autres clients présents. Tous me répondirent avec le geste de la paume ouverte. J'ai été complètement stupéfié ! »

Un peu partout, des vétérans et des membres de la Zanu-PF nous ont confié que « même les gens avec lesquels [ils] mangeaient » avaient, à leur insu, fait campagne et voté en faveur du MDC. La réaction première de Mugabe face à la défaite de la Zanu-PF dans le Matabeleland fut d'en dénoncer le caractère « tribal ». Cependant, les responsables de la Zanu-PF dans la région rejetèrent rapidement cette explication au cours d'une réunion visant à analyser les résultats des élections :

« Nous avons passé notre temps à dire au gouvernement ce qu'il fallait faire pour conserver le soutien de la région, mais sans succès. [...] Nous avons dit à [John] Nkomo et à Msika d'aller dire à Mugabe que le parti n'avait rien fait pour les habitants du Matabeleland et qu'il fallait faire quelque chose d'urgence. Nous ne pouvions pas continuer à promettre aux gens des choses que nous ne pouvons pas faire. Si nous ne changeons pas d'attitude, nous perdrons toujours les élections dans cette partie du pays et cette tendance va s'étendre aux autres régions. [...] Le Matabeleland-Zambezi Water Project et d'autres projets de développement sont restés au stade des études pendant des années. Il y avait aussi les crispations au sujet des atrocités dans le Matabeleland. [...] Un autre sujet de dissension tenait à la façon dont fonctionne le système actuel de gestion des ressources et de répartition économique³⁹. »

L'explication ethnique ne tient guère : la majorité des habitants de Hwange et de Binga, par exemple, ne sont pas des « Ndebele », et la région, dans son ensemble, a donné la faveur au MDC sur les séductions ethniques et fédéralistes de la nouvelle « Zapu ». Comme nous l'a expliqué un militant du MDC, les partisans de la Zapu « sont des régionalistes, des tribalistes ; nous avons besoin d'un parti national qui puisse gouverner, sinon nous n'aurons pas de changement ». Mais si l'ethnicité n'était pas un facteur déterminant, le rejet de l'Accord d'unité et la mémoire du passé ensanglanté de la Zanu-PF ont joué un rôle majeur. Lorsque nous nous trouvions dans le Matabeleland North, les comités ruraux du MDC étaient discrètement ravis à l'idée de « sortir les bourreaux » : les gens expliquaient souvent le vote MDC en disant que « la Zanu-PF n'est bonne qu'à tuer ». Même d'anciens candidats de la Zanu-PF commencèrent à dire tout haut « Mugabe est un monstre ». Un élu local notait ainsi :

« Les gens détestent deux choses : d'abord, ils détestent Mugabe ; ensuite ils détestent le nom Zanu. J'étais populaire ; les gens venaient me dire qu'ils m'aimaient bien ; j'étais un bon conseiller de district. La seule chose qu'ils n'aimaient pas, c'était que j'étais de la Zanu-PF. »

De façon révélatrice, après sa défaite dans sa circonscription de Bulawayo, Dumiso Dabengwa, l'éminent ministre de l'Intérieur du précédent gouvernement, déclara à la presse que, même si le MDC avait présenté un âne, il aurait été élu. Beaucoup ont retenu de son commentaire que les électeurs avaient surtout voté contre la Zanu-PF, plutôt qu'exprimé un soutien réellement positif au MDC. Une femme de Hwange expliquait ainsi :

« Au moins, un âne ne va pas venir la nuit m'enlever mon fils. Un âne ne tue pas. Même s'il est stupide et têtu, un âne se rend toujours utile : je peux l'utiliser comme animal de bât, pour porter mes affaires. Même s'il ne m'apporte rien de plus, il fera plus pour moi que la Zanu en vingt ans. »

Outre la mémoire des violences des années 1980, la crise économique a été un élément crucial de la perte de popularité de la Zanu-PF. Bien sûr, la situation économique était un problème pour l'ensemble du pays, mais tout particulièrement pour le Matabeleland North, où les gens avaient attendu des dividendes économiques de leur soutien à l'unité. Au lieu de ces dividendes, ils ont eu le sentiment que les richesses de la région étaient pillées par des gens venus d'autres régions du pays, qu'ils subissaient encore un châtement pour leur soutien à la Zapu. Un fonctionnaire de Nkayi notait ainsi :

« Les gens ont voté contre le Parti parce qu'ils étaient marginalisés. Ils attendaient un ensemble de mesures en faveur du Matabeleland après l'Accord d'unité, pour les aider à rattraper leur retard, mais ils n'ont rien eu. Joshua Nkomo, avec l'unité, leur a apporté la paix, mais il n'a pas assuré le développement. »

Beaucoup de gens pensaient que la mort de Nkomo les avait « libérés » de leur « mariage » avec la Zanu-PF, leur permettant ainsi de voter pour le MDC. Certains exultaient en se rappelant une boutade de Nkomo selon laquelle Mugabe avait avalé un poison à action lente en absorbant la Zapu dans la Zanu-PF ; désormais, il en mourait.

39. « Mat leaders dismiss Mugabe's "tribal" excuse for Zanu-PF defeat », *The Independent*, 16 juillet 2000.

Un ancien éminent responsable Zanu-PF de Lupane, passé depuis au MDC, nous a dressé la liste des raisons ayant poussé les gens à voter MDC :

« J'ai démissionné de mon poste de commissaire politique de la Zanu-PF au niveau provincial en janvier [1999, avant le référendum]. Mes raisons de quitter ce parti étaient les suivantes : 1) le Président se place au-dessus des lois ; 2) la CIO et la police ne rendent des comptes qu'à cet homme et non au ministre de l'Intérieur ; 3) les problèmes économiques sont si graves que les jeunes ne trouvent pas de travail ; 4) nous ne pouvons pas oublier le *gukurahundi* ; 5) nous n'avons jamais été vraiment Zanu-PF, nous sommes Zapu. Nous ne sommes devenus Zanu-PF que pour des questions de sécurité. »

Les analyses de la défaite de la Zanu-PF effectuées lors des réunions des comités de district de ce parti et des vétérans sont elles aussi très significatives. Un document rédigé par le comité de district de Nkayi, dont la lecture ne pouvait qu'incommoder n'importe quel responsable national du parti, identifiait vingt-six raisons de la déroute. Il dénonçait, entre autres, la suffisance des responsables provinciaux de la Zanu-PF, la faiblesse des structures du parti à l'échelle du district et le fait que certains responsables de district aient soutenu l'opposition en sous-main, notant ainsi : « en réalité, dans ces provinces, la Zanu-PF n'existe pas à part entière, hormis dans certains secteurs comme [les vétérans] ».

Le document critiquait lui aussi l'absence de développement économique et la discrimination dont était victime le Matabeleland dans ce domaine, l'augmentation rapide du coût de la vie, et la corruption. Même les occupations de terres n'avaient pas renforcé le parti :

« Sur la question de la terre, il est regrettable que les grands leaders nationaux n'aient pas éduqué les villageois pour les persuader de participer [aux occupations] aux côtés des vétérans, comme on s'attendait qu'ils le fassent puisque eux aussi avaient faim de terres. Du sommet à la base des communautés villageoises, ils ont gardé le silence ou bien ont critiqué les vétérans, y compris les chefs traditionnels, les conseillers du District Council, les responsables locaux du parti, les enseignants, etc. ⁴⁰ »

On regrettait également que les anciens prisonniers politiques ⁴¹, et aussi certains vétérans qui n'avaient pas bénéficié de l'indemnisation, « [aient dit] du mal du gouvernement, de la Zanu-PF et des vétérans ». Les séquelles de la répression des années 1980 ont joué également un rôle important : « Les victimes de la 5^e Brigade n'ont pas encore été indemnisées [...]. Le Président ne leur a pas dit "je regrette ce que la 5^e Brigade a fait dans cette région". Ils ont faim du mot "désolé". » Seules quelques remarques portaient sur les

tactiques du MDC, dénonçant en particulier des tentatives d'intimidation ou de corruption de la part des patrons et des fermiers blancs à l'encontre de leurs employés.

À Hwange, l'un des candidats battus nous a expliqué avec quelle efficacité la Zanu-PF avait été infiltrée et trompée :

« Jusqu'au jour même du scrutin, j'avais le sentiment d'avoir bien travaillé, d'avoir réussi. Mais nous ignorions que le MDC faisait campagne la nuit, dans la clandestinité, que les structures locales de gouvernement avaient été manipulées par le MDC au moyen de l'argent [...]. Je n'ai jamais rencontré le candidat du MDC sur le terrain. Quand ils essayaient d'organiser des meetings, seulement 15 à 20 personnes y participaient, et celui qui était censé prendre la parole devant cette assistance préférait se cacher. Les structures de notre parti furent infiltrées, en particulier par des membres influents, qui informaient l'opposition ou même qui la rejoignirent. Il y a eu des défections aux échelons du district et de la province [...]. La communauté blanche a aussi joué un rôle, en donnant congé à ses travailleurs, en leur demandant de faire campagne pour le MDC, sinon ils allaient perdre leur emploi. Les gens ne voulaient pas aller rejoindre les files de chômeurs, donc les employeurs ont eu prise sur eux. Il y avait aussi un sentiment profond qu'il fallait battre à tout prix Mugabe et la Zanu-PF aux élections pour changer du jour au lendemain la situation économique. L'argument de l'inflation et de son impact sur le coût de la vie a été mobilisé. Les gens croyaient que ça finirait en un jour avec le slogan de changement. Ils n'ont pas prêté attention à l'envergure des candidats, la question était celle du changement à tout prix [...]. Les capitalistes britanniques étaient derrière le MDC. »

Notre interlocuteur était toutefois prêt à concéder que « cela étant dit, il est vrai que la Zanu-PF s'est reposée sur ses lauriers ».

Après les élections, la Zanu-PF fut contrainte de « restructurer » ses organisations locales, très affectées par les défections, alors que le MDC, à nouveau sorti de la clandestinité, travaillait à un programme d'élargissement accéléré. Les fidèles de la Zanu-PF, vétérans compris, eurent fort à faire pour se justifier de continuer à appartenir à ce parti. Un de ses membres, dont la femme et les fils avaient rejoint le MDC, disait :

« Je vais rester à la Zanu-PF malgré les pressions de la famille et des amis parce que je veux constituer une force conservatrice et modérée contre un radicalisme trop extrême. Je veux finir le travail que j'ai commencé. »

40. « Zimbabwe's elections – Yr. 2000. *Post mortem* roundup », *op. cit.*

41. Il s'agit de personnes emprisonnées par le régime de Ian Smith, mais qui n'appartenaient pas aux mouvements de guérilla et n'ont pas eu droit au statut d'anciens combattants de la guerre [NDT].

La peur, mais aussi l'espoir toujours présent de rétributions étaient sous-jacents à certaines opinions. Ainsi, un ancien combattant s'exprimait ainsi :

« Je préfère rester et travailler à l'intérieur de ce que je connais plutôt que de passer à quelque chose de nouveau, que je ne connais pas. La Zanu-PF nous a promis une indemnisation du *gukurahundi* et des terres. Mugabe ne se soumettra pas s'il perd les élections et cela peut aboutir à un coup d'État. Je ne veux pas l'instabilité. Nous ne voulons pas une nouvelle guerre civile. Il ne faut pas mordre la main qui vous nourrit, ajoutait-il de façon plus ambiguë, sauf quand elle vous empoisonne. »

Un changement radical s'est produit dans le paysage politique du Matabeleland North. Les hommes qui avaient exercé les fonctions politiques les plus importantes, souvent dès les années 1950 ou 1960, d'abord au sein de la Zapu puis, après l'unité, au sein de la Zanu-PF, se sont retrouvés marginalisés. Les vétérans avaient connu depuis 1980 une détérioration de leur statut, que les responsables du MDC eux-mêmes estimaient dramatique. Tout le monde percevait clairement le paradoxe que constituait la complicité, dans la perpétuation de la violence, des premiers avec les forces mêmes qui les avaient autrefois persécutés – la Zanu-PF et la CIO. Les vétérans ont reconnu eux-mêmes qu'ils avaient été « instrumentalisés », comme le disait le MDC, et ils voient dans leur statut actuel de parias la fin tragique d'une histoire qui aurait dû être glorieuse. Certains ont effectivement craint les représailles du pouvoir, et ils espèrent s'établir sur les fermes occupées. Certainement, quelques-uns de ceux qui ont subi leurs menaces ne pensaient « plus pouvoir communiquer » avec les vétérans. La Zanu-PF se retrouvait « dans l'opposition », et des leaders de la jeunesse du MDC se moquaient de la Zanu-PF : « C'est le parti des vieux, en particulier des analphabètes que l'on peut manipuler, les gens auxquels on peut dire "Venez tabasser ceux-ci" simplement en leur achetant un litre de bière traditionnelle. » Des micro-tragédies se sont déroulées dans des bars où des vétérans ou des agents locaux de la CIO se virent refuser à boire, ou insultés. De façon significative, et en net contraste avec ce qui s'était passé après les incidents des années 1980, ceux qui avaient participé aux violences étaient déjà poursuivis par la justice lors de notre séjour en juillet dernier⁴². À Lupane, les meneurs des attaques de Saint-Luke's, dont le président de la Zanu-PF pour la province et des vétérans connus, étaient poursuivis. À Nkayi, plusieurs des vétérans qui avaient frappé des gens au centre commercial étaient déjà en train d'effectuer leur peine sous forme de travaux d'utilité collective.

S'il y a bien dans le Matabeleland un sentiment de changement irrévocable, la situation est loin de s'être stabilisée. Depuis juillet, la violence et la question foncière demeurent au cœur des stratégies de survie de la Zanu-PF. À cet

égard, le Matabeleland North est relativement calme, mais le renvoi du gouverneur provincial Welshman Mabhena et son remplacement par Obert Mpofu, un candidat battu aux élections, ont été perçus comme des signes inquiétants. Mpofu a mené une campagne violente dans le district de Bubi, et, depuis sa nomination, il a multiplié les déclarations enflammées dans lesquelles il évoque l'exclusion des partisans du MDC de l'accès aux ressources étatiques, y compris la terre. Ses propos ont été accueillis avec colère, une pétition fut lancée et une manifestation populaire organisée pour obtenir sa démission. S'il semble difficile de prédire ce qui va se passer dans les fermes occupées, et de déterminer si les efforts du MDC pour consolider sa position vont porter leurs fruits, on peut, en tout état de cause, affirmer que l'avenir du Matabeleland continuera d'être profondément influencé par l'histoire politique et agraire de la région ■

Jocelyn Alexander, université de Bristol (Royaume-Uni)

JoAnn McGregor, université de Reading (Royaume-Uni)

Traduit de l'anglais par Vincent Foucher et Daniel Compagnon

42. Toutefois, Robert Mugabe a usé de ses pouvoirs présidentiels à l'automne 2000 pour promulguer une amnistie couvrant toutes les violences électorales, de façon à couper net aux recours devant les tribunaux zimbabwéens [NDLR].